

Questions orales

des paiements de péréquation dans la situation qui nous occupe.

M. Broadbent: Une question supplémentaire. J'ai attentivement écouté le ministre, monsieur l'Orateur. Il a dit qu'il n'y avait pas malentendu entre lui, le premier ministre du Canada et le premier ministre Blakeney quant à la position du gouvernement fédéral. Est-ce bien là ce qu'il veut dire ou veut-il dire à la Chambre que le premier ministre de la Saskatchewan a bel et bien accepté que l'accord annoncé à la Chambre le 28 mars soit annulé?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, d'après moi, le premier ministre de la Saskatchewan voulait à ce moment-là constituer un fonds d'investissement avec les recettes provenant des redevances pétrolière, soit 230 millions de dollars pour cette année; d'après l'accord en question, on ne tiendrait pas compte de ce fonds dans les calculs de péréquation. Par contre, le premier ministre de l'Alberta, M. Lougheed, n'avait pas pris d'engagement à ce sujet, mais il espérait alors affecter une grosse partie de ces revenus à un fonds d'investissement. Les sommes perçues par la Saskatchewan ne devaient pas être comptées dans les calculs de péréquation, mais ceux-ci tiendraient compte des sommes non affectées au fonds d'investissement par l'Alberta; cela a toujours été évident aux yeux du premier ministre du Canada et du premier ministre de l'Alberta. C'est pour cela que le soir du budget, j'ai dit que, d'une manière générale, la proportion devait être de deux contre un; c'est la formule que je compte proposer aux provinces.

● (1510)

M. Broadbent: Une dernière question supplémentaire, monsieur l'Orateur. La réponse du ministre n'est pas encore claire. Le ministre veut-il dire que la Saskatchewan est exclue, en ce qui concerne son utilisation du fonds, de la règle générale qui ne s'applique qu'à l'Alberta?

M. Turner (Ottawa-Carleton): Non, monsieur l'Orateur. J'aimerais expliquer cela en détail, quoiqu'il soit difficile de le faire pendant la période des questions.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je ne suis pas sûr qu'il convienne de donner ce genre d'explications détaillées pendant la période des questions. Avec la plus grande déférence, je dirai que la question porte sur l'interprétation de la politique budgétaire du gouvernement, soit précisément le sujet de la discussion aujourd'hui. Je ne crois pas que nous devions nous attendre à ce que le ministre donne des explications détaillées dans le peu de temps qui reste de la période des questions. Le ministre pourrait cependant faire une brève réponse s'il le juge bon.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Monsieur l'Orateur, je serai aussi bref que possible. Il est évident que les recettes entrant en ligne de compte dans la position de la Saskatchewan en matière de péréquation et qui consistent surtout en revenus pétroliers additionnels, ne sont pas seulement les recettes qui passent par les coffres de la province de Saskatchewan, mais également celles qui sont versées au Fonds du revenu consolidé de la province de l'Alberta. La position de la Saskatchewan en matière de péréquation peut donc être modifiée par la façon dont la Saskatchewan traite ces recettes et, à cause de la position différente de l'Alberta en matière de recettes, par la façon dont l'Alberta les traite.

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE**L'ÉTUDE D'UN EMPLACEMENT POUR UN COMPLEXE SIDÉRURGIQUE SUR LA CÔTE EST—LA PUBLICATION DU RAPPORT**

M. Robert Muir (Cape Breton-The Sydneys): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Le 30 octobre dernier, j'ai posé une question au ministre au sujet du dépôt du rapport Canstel sur l'acier. Il avait dit alors que la traduction du rapport posait un problème et qu'il le déposerait plus tard. Le 14 novembre, je lui ai posé la même question. Le ministre a répondu la semaine dernière qu'il espérait déposer le rapport cette semaine. Il avait l'intention d'en discuter avec le premier ministre, M. Regan, et espérait présenter ce rapport à la Chambre cette semaine, dès que la traduction en serait terminée. Est-il complètement traduit, et le ministre va-t-il le déposer aujourd'hui ou demain?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Expansion économique régionale): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas sûr que la traduction en soit terminée. J'espérais déposer le rapport demain. Dans l'intervalle, nous pourrions peut-être conclure une sorte d'entente officieuse, au cas où la traduction du rapport ne serait pas terminée, et je me ferai un plaisir de mettre le rapport à la disposition des parties intéressées sans le déposer, étant bien entendu que je le déposerai dans les deux langues plus tard. Si on est d'accord là-dessus, je me ferai un plaisir de le faire plus tard, ou demain.

M. Muir: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Si le ministre agit comme il vient de le proposer, je suis sûr qu'il recevra l'appui des députés de tous les partis. Étant donné l'importance de ce rapport pour les trois députés du Cap-Breton, qui s'inquiètent de l'avenir de l'acier dans cette région, je suis persuadé que personne à la Chambre ne s'opposera à la proposition du ministre. Pourrions-nous nous entendre pour donner suite à cette proposition?

M. Jamieson: Oui, monsieur l'Orateur. Je verrai à mettre des copies du rapport à la disposition des députés qui s'intéressent à la question, pourvu qu'il ne s'agisse pas de tous les députés, d'ici 24 ou 48 heures, ou avant demain soir.

M. McRae: Monsieur l'Orateur, j'avais une question à poser au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, mais vu qu'il est absent, je ne la poserai pas aujourd'hui.

* * *

RADIO-CANADA**LA DEMANDE RELATIVE À L'INSTALLATION DE STATIONS DE RADIO À PENTICTON, KELOWNA ET VERNON, EN C.-B.**

M. G. H. Whittaker (Okanagan Boundary): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État. Étant donné que la société Radio-Canada a déclaré qu'il y aurait d'ici quelques mois des stations de radio fonctionnant en permanence dans les villes de Penticton, Kelowna et Vernon, en Colombie-Britannique, quand va-t-elle présenter une demande au CRTC et où en sont ses projets à cet égard?